

## CADRE DE RÉFÉRENCE

### Groupe de travail sur le Règlement général sur la protection des données Cadre de référence

<b>Contexte/aperçu</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne (UE), qui est entré en vigueur en mai 2018, vise à simplifier le cadre réglementaire pour le commerce international en unifiant la législation au sein de l'UE. Le RGPD remplace la directive européenne sur la protection des données personnelles datant de 1995.</li><li>• Le RGPD contient également des mesures renforcées pour la protection des données et les droits des personnes concernées, notamment des augmentations substantielles des limites des pénalités, des changements aux exigences entourant le consentement et la notification en cas d'atteintes à la vie privée, la protection des renseignements personnels dès la conception et, dans certains cas, l'obligation de nommer un agent de protection des données. Les droits comprennent le droit à l'oubli, à la transférabilité des données et à un meilleur accès.</li><li>• Le RGPD élargit la portée territoriale de la législation en protégeant les renseignements personnels des résidents de l'UE même lorsqu'ils sont traités en dehors de l'UE.</li><li>• Par conséquent, les organisations canadiennes pourraient devoir se conformer au RGPD si :<ul style="list-style-type: none"><li>○ elles sont établies dans l'UE;</li><li>○ elles sont situées en dehors de l'UE, mais qu'elles « offrent des biens ou des services » à des personnes dans l'UE ou qu'elles « suivent leurs comportements ».</li></ul></li><li>• C'est pourquoi il y a des questions liées aux dispositions, à la portée, à l'application et à l'exécution du RGPD dans les secteurs privé et public partout au Canada.</li><li>• Il est donc de notre intérêt commun de veiller à ce que les responsabilités des organisations canadiennes à l'égard du RGPD soient comprises et interprétées de façon uniforme.</li></ul>
<b>Mandat/portée</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'objectif du Groupe de travail est de parvenir à une compréhension uniforme du RGPD et de fournir une tribune pour l'échange de renseignements qui seront pertinents pour les membres de toutes les administrations.</li><li>• Le gouvernement fédéral assure une liaison directe avec la Commission européenne pour un large éventail de questions liées au RGPD, y compris la portée territoriale et le transfert de renseignements personnels en vertu du régime de l'UE.</li><li>• Dans ce contexte, le Groupe de travail donnera l'occasion de diffuser de l'information sur les activités de consultation auprès de la Commission européenne et obtiendra des renseignements de ses homologues provinciaux sur des questions ou des enjeux qui pourraient être soulevés à la Commission européenne afin d'améliorer la compréhension globale du RGPD qu'a le Canada.</li><li>• Parallèlement à ces activités d'échange d'information, les membres du Groupe de travail collaboreront pour déterminer des questions juridiques ou des cas d'utilisation qui peuvent nécessiter l'avis d'un conseiller juridique, y compris d'un conseiller juridique spécialiste du RGPD de l'UE. Dans ce contexte, nous nous attendons à ce qu'il y ait des coûts juridiques associés à la détermination des répercussions du RGPD sur les administrations canadiennes.</li></ul>
<b>Responsabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le groupe discutera des produits livrables et des mécanismes de communication de renseignements, des coûts et des résultats d'apprentissage de cet examen.</li></ul>
<b>Membres à l'hiver 2021</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Fédéral : Charles Taillefer (ISDE)</li><li>• Provinces et territoire : Keleigh Annau (BC), Oliver Jones (BC), Neil Edgington (BC), Joanne Gardiner (AB), Katherine Olson (AB), Suzanne Sutherland (AB), Jennifer Berlin (AB), Ryan Warkentin (AB), Shamin Malmas (AB), Joanne Fletcher (NB), Erin Drover (NL), Sonja El-Gohary (NL), Michael Reardon (NS), Clare Dale (ON), Bobbi-Jo Dow-Baker (PE), Kathryn Dickson (PE), Sebastien Beaulieu (Montréal), Jean Marcelo Guede (Montréal), Luke McWilliams (SK), Aaron Orban (SK), Narayan Iyer (SCT), Jennifer Schlofield (SCT), Jeff Sunstrum (YT), Barbara Bucknell (ISDE), Jaqueline Jones (ISDE).</li></ul>
<b>Coprésidents</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Groupe de travail sera coprésidé par Keleigh Annau et Charles Taillefer.</li></ul>

## CADRE DE RÉFÉRENCE

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les coprésidents doivent aider le groupe à définir et à réaliser les objectifs et les produits livrables, et faire rapport sur ces éléments aux coprésidents du sous-comité de la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information.</li><li>• Les coprésidents se chargeront de ce qui suit :<ul style="list-style-type: none"><li>○ ouvrir les réunions;</li><li>○ aider le groupe à définir des objectifs et des produits livrables ainsi que le plan de travail pour les réaliser;</li><li>○ élaborer des ordres du jour pour les réunions afin d'appuyer l'atteinte des objectifs;</li><li>○ faire rapport sur les progrès et les produits livrables aux présidents du sous-comité de la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information.</li></ul></li></ul>
<b>Établissement de rapports</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Groupe de travail relève du sous-comité de la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information, qui lui relève des conseils mixtes.</li></ul>
<b>Prise de décisions</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Groupe de travail du RGPD formule des recommandations au sous-comité de la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information qui les transmet au conseil mixte qui prendra les décisions définitives sur les activités ou le plan de travail.</li><li>• Les décisions du Groupe de travail se prendront selon une démarche axée sur le principe de favoriser l'avancement des travaux par la collaboration ou une participation bilatérale.</li></ul>
<b>Fréquence des réunions</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les réunions se tiendront (aux deux semaines), à la demande des coprésidents et par téléconférences.</li><li>• Les réunions commenceront à la fin de l'été 2018.</li></ul>
<b>Financement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les activités du Groupe de travail seront financées à partir des arrangements et des approbations de financement courants du conseil mixte. Un formulaire de financement dûment rempli et accompagné d'un descriptif de la portée des travaux doit être fourni aux conseils (par l'entremise du Secrétariat de l'Institut des services axés sur les citoyens). Les membres du sous-comité de la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information des conseils doivent examiner et approuver les demandes de financement.</li><li>• Les membres doivent assumer les frais de déplacement, de repas et d'hébergement associés aux activités du Groupe de travail à moins qu'un financement à ce titre ait été approuvé par les conseils.</li></ul>